

Armes antisatellites (Russie). – Le 15 juillet 2020, la Russie aurait testé une arme antisatellite depuis le satellite russe Cosmos 2543. Baptisé “Objet E” par l’*US Space Force*, cet engin aurait une vitesse de 200 mètres par seconde. Jusqu’alors, seuls les Etats-Unis, la Russie, la Chine et l’Inde ont procédé à des frappes de ce type, depuis le sol ou depuis un navire de guerre. Aussi le lancement depuis l’espace d’une arme antisatellite marquerait-il une rupture stratégique : « L’espace devient un théâtre de guerre comme l’air, la terre et la mer », a pu ajouter le général John W. Raymond, commandant de l’*US Space Force* (communiqué du 23 juillet 2020). Pour sa part, Moscou dément les affirmations de l’armée américaine et qualifie le communiqué de l’*US Space Force* de « propagande anti-russe ».

Voir : Géostratégie de l’espace (Russie).

Artic-LNG2. – Projet de développement d'un gisement de gaz naturel liquéfié (GNL) situé sur la péninsule de Gydan, sur la côte de Sibérie (mer de Kara). Décidé en 2019, après le projet Yamal LNG, Artic-LNG2 aura une capacité de production de 19,8 millions de tonnes par an, le premier cargo de GNL étant attendu pour 2023. Le transport de la production d'Arctic LNG 2 vers les marchés internationaux sera assuré par une flotte de méthaniers brise-glaces qui utiliseront la route du Nord ainsi que le terminal de transbordement du Kamchatka, pour les cargaisons à destination de l'Asie, et le terminal de transbordement proche de Mourmansk pour les cargaisons destinées à l'Europe. Ce projet associe le russe Novatek (60%), le français Total (10 %), les chinois CNOOC/China National Offshore Oil Corporation (10 %) et CNPC/China National Petroleum Corporation (10 %) ainsi qu'un consortium Mitsui-Jogmec, Japan Arctic LNG (10 %). Principal actionnaire étranger d'Arctic-LNG2, la Chine populaire fournit les technologies et les équipements industriels que la Russie ne peut se procurer ailleurs, en raison des sanctions occidentales. Pékin a également obtenu un régime fiscal particulier, les compagnies engagées dans ce projet ne payant aucun impôt à l'Etat russe pendant une période de douze ans.

Voir : Yamal LNG ; Russie/Chine populaire.

Asianisme. – Dans le prolongement du panslavisme et des « doctrinaires orientaux », la Russie des années 1890 voit se développer l'« asianisme ». Partisans d'une alliance avec l'Asie contre l'Occident matérialiste, les tenants de ce courant d'idées saluent au détour du siècle la fin des réformes dans la Chine des Qing (1898). Initialement, ils accueillent avec faveur la révolte des Boxers (1899-1901). Grand lecteur des récits d'exploration de Nicolaï Prjevalski (1839-1888), géographe et naturaliste polonais au service du tsar, Nicolas II est sensible au thème asianiste. Il rêve de régner sur le Tibet, la Mongolie et sur la plus grande partie de l'Asie (Mandchourie, Corée, Perse). Les ambitions géopolitiques et revendications territoriales qu'implique l'asianisme aboutissent à la sévère défaite de la Russie par le Japon (1905), cause immédiate de graves troubles révolutionnaires. L'asianisme n'en préfigure pas moins l'eurasisme des années 1920 et ses développements ultérieurs.

Voir : Panslavisme ; Doctrinaires orientaux ; Panmongolisme ; Eurasisme ; Néo-eurasisme.

Canal de Crimée du Nord. – Construit dans les années 1960, d’une longueur de 400 kilomètres, le canal de Crimée du Nord relie le fleuve Dniepr à la péninsule de Crimée (Ukraine) qu’il alimente en eau. A la suite du rattachement *manu militari* de la Crimée à la Russie et du déclenchement par Moscou d’une guerre hybride au Donbass, les autorités ukrainiennes ont décidé de fermer ce canal, interrompant ainsi l’alimentation en eau de la péninsule (2014). Depuis, la Crimée connaît une pénurie d’eau, aggravée par la sécheresse, et plus de deux mille puits ont été creusés pour y faire face. A terme, une usine de désalinisation de l’eau de mer pourrait être construite afin d’alimenter Simferopol et Sébastopol.

Voir : Crimée ; Pont de Crimée ; Ukraine ; Donbass ; Guerre hybride.

CEMN (Coopération économique de la mer Noire). – Projet de marché commun, la CEMN (Coopération économique de la mer Noire) est mise en place en 1992. Avec le soutien de l'Union européenne, la Turquie joue un rôle décisif dans cette initiative qui regroupe l'ensemble des pays riverains de la mer Noire ainsi que d'autres pays, tels la Grèce et l'Albanie. La CEMN est censée stabiliser la région et désenclaver les richesses pétro-gazières de la Caspienne qui fait alors figure de Nouvel Orient énergétique. C'est dans cette perspective que les travaux de l'oléoduc BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan) et le gazoduc BTE (Bakou-Tbilissi-Erzerum) sont bientôt lancés (ils entrent en fonction au milieu des années 2000). Autour de la CEMN gravitent la Banque de commerce et de développement de la mer Noire, le Centre régional de l'énergie de la mer Noire, le Centre international d'études de la mer Noire ainsi que divers projets environnementaux. Très ambitieux, ce projet achoppe sur l'hétérogénéité et la conflictualité de la région, marquée par les conflits caucasiens et les rivalités de puissance en mer Noire.

Voir : Mer Noire ; Ukraine ; Crimée ; Russie/Turquie ; Caucase ; Mer Caspienne.

Corridor de Latchine. – Col du Caucase, le corridor de Latchine est une voie de passage qui assure la jonction entre l'Arménie et le Haut-Karabakh (Azerbaïdjan). Sous le contrôle des forces militaires arméniennes depuis 1992, ce couloir stratégique est essentiel à la viabilité et à l'indépendance du Haut-Karabakh, soutenu par Erevan et ravitaillé depuis l'Arménie. Au cours de la guerre arméno-azerbaïdjanaise de l'automne 2020, les forces militaires de Bakou visent notamment à reprendre ce territoire. De fait, l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020 entérine la défaite de l'Arménie qui, entre autres territoires, perd le contrôle du corridor de Latchine, désormais placé sous celui des « forces de paix » russes. Celles-ci sont également déployées dans le Haut-Karabakh.

Voir : Haut-Karabakh ; Arménie ; Azerbaïdjan.

Formule de Kazan. – Proposée en 2011 par Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères de la Russie, la « formule de Kazan » est un plan de règlement du conflit du Haut-Karabakh. Elle prévoit le retour à l'Azerbaïdjan des sept zones constituant la « *ceinture de sécurité* » qui entoure l'enclave du Haut-Karabakh, préalable à l'ouverture de négociations entre Erevan et Bakou sur le statut définitif de ce territoire, très majoritairement peuplé d'Arméniens mais partie intégrante de l'Azerbaïdjan, territoire conquis par les forces arméniennes à l'issue d'un sanglant conflit armé (1988-1994). Lors de la nouvelle guerre arméno-azerbaïdjanaise de l'automne 2020, la diplomatie russe a remis en avant cette formule sous l'appellation de « plan Lavrov ». Signé sous l'égide de la Russie, l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020 rétrocède à l'Azerbaïdjan la « ceinture de sécurité » évoquée plus haut, y compris le corridor de Latchine. De surcroît, Bakou récupère aussi des parties du Haut-Karabakh, dont la ville de Chouchi (Choucha pour les Azéris) qui surplombe Stepanakert, capitale de cette région. Sur le plan territorial, cet accord outrepassé donc la « formule de Kazan ». En revanche, l'ouverture de négociations sur le statut final du Haut-Karabakh demeure incertaine.

Voir : Haut-Karabakh ; Corridor de Latchine ; Arménie ; Azerbaïdjan.

Fraternité slave. – Depuis 2015, des exercices militaires associant la Russie, la Biélorussie et la Serbie sont organisés chaque année, avec pour objectif affiché la lutte contre le terrorisme. Jouant sur le thème panslave, ils sont appelés « Fraternité slave ». Chaque pays organise tour à tour ces exercices sur l'un de ses « polygones » (sites militaires) : la Russie en 2015 et 2018, la Serbie en 2016 et 2019, la Biélorussie en 2017 et 2020. Du fait de la crise politique biélorusse qui a suivi la réélection contestée d'Alexandre Loukachenko à la tête du pays et de l'orientation pro-russe prise par ce dernier, l'édition 2020 de « Fraternité slave » intervient dans un contexte particulier. Par ailleurs, la Serbie, qui est engagée dans la négociation de sa candidature à l'Union européenne, n'a pas participé à ces exercices militaires.

Voir : Biélorussie ; Russie/Serbie ; Panslavisme ; Kavkaz ; Tsenttr ; Zapad.

Génocide arménien. – Au XVI^e siècle, les territoires peuplés d’Arméniens sont partagés entre les Perses Séfévides et les Turcs Ottomans. La majeure partie des Arméniens vit désormais dans l’Empire ottoman. Au sein de cet empire, ils constituent un « millet », c’est-à-dire une communauté de langue et de religion reconnue par le pouvoir ottoman. S’ils forment des communautés actives à Constantinople et dans l’ouest de l’Anatolie, les Arméniens se concentrent dans la partie orientale de l’Empire ottoman et en Cilicie. Une certaine distance s’affirme entre la diaspora d’Anatolie occidentale et du bassin méditerranéen, enrichie par le commerce de la soie ou très active dans l’artisanat, et la paysannerie qui demeure sur les terres historiquement arméniennes. Au nord de l’Araxe, les territoires sous domination perse sont conquis par le Tsar au début du XIX^e siècle, à la suite de guerres et de traités (voir le traité de Turkmentchaï, 1828). Distincte de l’« Arménie ottomane », une « Arménie russe » se constitue, et l’arrivée d’Arméniens originaires d’Anatolie et de Perse renforce son poids démographique (50 000 Arméniens de Perse et 100 000 Arméniens d’Anatolie, après les traités de Turkmentchaï et d’Andrinople, signés en 1828 et 1829). Tout au long du XIX^e siècle, le flux est continu. Avec la guerre russo-ottomane de 1877-1878, l’« Arménie russe » s’agrandit de Kars, Ardahan et Batoum.

Le nationalisme arménien et la revendication d’un Etat-nation se développent, portés par des organisations révolutionnaires nées dans la diaspora : le parti Hentchak, fondé à Genève (1887) ; le parti Dachnak, fondé à Tbilissi alors dénommée Tiflis (1890). Les Ottomans y voient une menace pour la sécurité de leur frontière orientale et c’est dans un climat insurrectionnel que les Arméniens de l’Empire ottoman sont victimes de massacres, en Anatolie orientale (1894 et 1896), à Constantinople (1896) et à Adana (1909). La prise du pouvoir par les Jeunes Turcs a bien suscité l’espoir d’une autonomie arménienne au sein de l’Empire ottoman mais les idées pantouraniennes et panislamiques l’emportent sur le libéralisme décentralisateur. Au cours de la Première Guerre mondiale, alors que l’armée ottomane affronte les Russes sur le front du Caucase, le gouvernement Jeune-Turc décide la déportation et le massacre d’une large partie de la population arménienne, le bilan humain s’élevant entre 1,2 et 1,5 million de personnes, un chiffre auquel il faut ajouter plus de 250 000 morts dans la minorité assyro-chaldéenne (chrétienne) des provinces orientales et 350 000 chez les Pontiques, orthodoxes hellénophones de la province du Pont. Ces faits historiques sont désormais considérés comme un génocide, une qualification qui suscite l’hostilité d’Ankara depuis

la fondation de la République turque (1923). Malgré la dislocation de l'Empire ottoman et le traité de Sèvres (10 août 1920), le soulèvement national turc conduit par Mustafa Kemal contrarie le projet d'Etat-nation arménien et le traité de Lausanne entérine le nouveau rapport des forces. Il laisse la totalité de l'Asie mineure à la Turquie (24 juillet 1923), aux dépens du projet d'Etat arménien et de celui d'une autonomie kurde.

Voir : Arménie ; Haut-Karabakh.

Nakhitchevan. – Enclave séparée du reste de l’Azerbaïdjan par le territoire arménien, le Nakhitchevan est une république autonome d’une superficie de 5 500 km², peuplée de 400 000 habitants, très majoritairement azéris (il existe encore des minorités russe et kurde). Elle a des frontières avec l’Arménie, la Turquie et l’Iran. Longtemps disputée entre Arméniens, Turcs (Seldjoukides puis Ottomans) et Perses (Séfévides), le Nakhitchevan est conquis en 1828 par l’Empire russe. Après l’armistice de Moudros (30 octobre 1918), qui met fin à la guerre entre les Ottomans et les Alliés, ce territoire est intégré dans une république indépendante d’Arménie. Bientôt les Bolchéviks font la conquête du Caucase, Staline décidant ensuite de rattacher le Nakhitchevan à l’Azerbaïdjan, avec un statut de région autonome (1921). Dès les premières années de la période soviétique, le territoire se vide de sa population arménienne qui, lorsqu’elle n’y est pas contrainte, préfère rejoindre la république soviétique d’Arménie. Après la dislocation de l’URSS, le Nakhitchevan se rattache à l’Azerbaïdjan, désormais érigé en Etat indépendant, sans pour autant disposer de connexion directe autre qu’aérienne. Signé le 9 novembre 2020, l’accord de cessez-le-feu qui met fin à une nouvelle guerre entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan (27 septembre-9 novembre 2020) prévoit l’ouverture d’un corridor de circulation à travers le Haut-Karabakh, placé sous le contrôle d’une force de paix russe ; il relie le Nakhitchevan au reste de l’Azerbaïdjan. Frontalière du Nakhitchevan, la Turquie dispose par là-même d’une voie d’accès directe à la mer Caspienne et, au-delà, à l’Asie centrale.

Passage de Salang. – Couloir de circulation à travers la montagne de l’Hindou Kouch, entre Kaboul et le Nord de l’Afghanistan, le passage de Salang était la principale route d’approvisionnement des troupes soviétiques pendant la période de guerre et d’occupation de ce pays par l’URSS (1979-1989). Sous ce col, les Soviétiques avaient antérieurement creusé un tunnel (1964) qui fut alors abondamment utilisé par leurs troupes. Obturé par les forces de l’Alliance du Nord, en 1997, afin de contrer l’avance des Talibans, ce tunnel est rouvert depuis 2002.

Voir : Russie/Afghanistan.

Prosper Africa. – Initiative américaine en date de 2019, Prosper Africa vise à développer les liens entre les Etats-Unis et l’Afrique, en matière de commerce et d’investissement. Il s’agit notamment de « contrer les pratiques prédatrices de la Chine et de la Russie ».

Voir : Russie/Afrique subsaharienne.

Sassnitz-Mukran (port). – Situé sur l'île baltique de Rügen (Allemagne/région de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale), le port de Sassnitz-Mukran est un point d'appui utilisé pour la construction du gazoduc Nord Stream 2 (un gazoduc de 2360 km reliant la région de Saint-Pétersbourg à l'Allemagne). Aussi est-il menacé par les sanctions américaines prévues contre ce projet germano-russe, dans le cadre d'un *National Defense Authorization Act* (2020).

Voir : Nord Stream 2 ; Russie/Allemagne ; Complexe de Rapallo.

Snesarev (Andreï). – Militaire et orientaliste russe, le général Andreï Snesarev (1865-1937) a servi au Turkestan russe, voyagé en Inde, en Afghanistan ainsi qu'au Tibet. Professeur de géographie militaire dans l'armée du tsar, il est officier supérieur puis lieutenant-général lors de la Première Guerre mondiale. En 1918, Andreï Snesarev rallie le bolchévisme, intègre l'Armée rouge et participe à la guerre civile. Nommé à la tête de l'Académie de l'état-major général (1919-1921), il assume ensuite la direction de l'Institut des études orientales (1921-1930) tout en enseignant dans plusieurs académies militaires. Arrêté en 1931 et déporté, il est libéré pour maladie et meurt à l'hôpital de Moscou (1937). Andreï Snesarev est l'auteur d'un certain nombre de monographies géographiques à finalité stratégique. La vision géopolitique de l'Asie centrale qu'il y développe dépasse le seul Turkestan russe pour y inclure le Sin-Kiang/Xinjiang (le Turkestan chinois) et la Mongolie, le Nord-Est de l'Afghanistan et du Pakistan ainsi que le Nord de l'Inde. Si l'influence exercée par Andreï Snesarev sur les conceptions soviétiques est incertaine, la définition géographique élargie qu'il donne de l'Asie centrale est en adéquation avec les dynamiques contemporaines qui animent les espaces regroupés sous cette appellation.

Voir : Asie centrale ; Turkestan ; Sin-Kiang/Xinjiang ; Nouvelle routes de la Soie.

Traité de Gulistan. – Signé le 24 octobre 1813 entre les empires russe et perse, le traité de Gulistan met fin à la guerre russo-persane de 1804-1813. Par ce traité, la Perse reconnaît l'autorité impériale russe sur des territoires au nord de l'Araxe dont le Daghestan, le territoire de l'actuelle Géorgie et le littoral de la mer Noire, le khanat de Bakou et une partie de l'actuel Azerbaïdjan. L'Empire perse perd en outre le droit de naviguer sur la mer Caspienne au bénéfice de l'Empire russe qui y déploie une flotte de guerre sans rivale. Quinze ans plus tard, le traité russo-persan de Turkmentchaï (10 février 1828) entérine l'extension de la domination russe à l'Arménie et sur le territoire de l'Azerbaïdjan contemporain. Le traité de Gulistan et celui de Turkmentchaï expliquent le fait que la frontière entre l'Azerbaïdjan et l'Iran contemporains passent au milieu du peuplement azéri. Plus nombreuse que les Azerbaïdjanais, les Azéris représentent entre le quart et le tiers de la population iranienne (les sources statistiques sont incertaines). Alors que le gouvernement iranien entretient d'étroits rapports avec l'Arménie, cette population iranienne d'ethnie azérie s'affirme en faveur de l'Azerbaïdjan, en conflit avec l'Arménie pour le contrôle du Haut-Karabakh (voir le conflit armé de 1988-1994 et ses résurgences, en 2016 et en 2020). Téhéran redoute le développement d'un nationalisme pan-azéri qui remettrait en cause la frontière entre les deux pays, plus encore le panturquisme qui constitue le soubassement de l'alliance entre Ankara et Bakou. S'y ajoute le fait que l'Azerbaïdjan et Israël entretiennent une importante coopération militaro-industrielle. Toutefois, la guerre des Quarante-quatre jours (27 septembre-9 novembre 2020) a été l'occasion d'un reclassement géopolitique, Téhéran finissant par soutenir officiellement l'entreprise militaire menée par Bakou. Le redéploiement de forces iraniennes sur la frontière avec l'Azerbaïdjan pourrait manifester le refus de se voir écarté de futurs arrangements russo-turcs dans le Caucase du Sud.

Voir : Traité de Turkmentchaï ; Géorgie ; Arménie ; Azerbaïdjan ; Haut-Karabakh ; Mer Noire ; Mer Caspienne ; Russie/Iran.

Traité de Turkmentchaï. – Signé le 10 février 1828, quinze ans après le traité de Gulistan (24 octobre 1813), le traité de Turkmentchaï clôt une nouvelle guerre russo-persane (1826-1828). Il entérine la domination des autorités russes sur les territoires au nord de l'Araxe et sur la mer Caspienne. Ce traité accroît par ailleurs la zone d'influence russe au sein de l'Empire perse (régime de capitulations, ouverture de consulats, imposition de divers accords économiques, etc.). L'un et l'autre traités sont encore aujourd'hui considérés en Iran comme humiliants.

Voir : Traité de Gulistan ; Caucase ; Mer Caspienne ; Russie/Iran.

Triangle de Lublin. – Structure de coopération mise en place par les ministres des Affaires étrangères de Pologne, de Lituanie et d’Ukraine (2020). Le Triangle de Lublin vise à renforcer les synergies politiques, diplomatiques et militaires entre ces trois pays, avec les instances euro-atlantiques (Union européenne et OTAN) ainsi que d’autres formats de coopération (Partenariat oriental et Initiative des trois mers). L’objectif général est de contrer les menaces russes sur l’Europe centrale et de promouvoir les intérêts communs de cette région auprès de l’Occident. La déclaration des trois ministres des Affaires étrangères comporte l’engagement de ne pas reconnaître le rattachement de la Crimée à la Russie, exige le retrait des forces russes du Donbass et insiste sur la coordination des politiques nationales pour faire face aux menaces extérieures dans la sphère de la sécurité.

Voir : Russie/Pologne ; Russie/Lituanie ; Russie/Ukraine ; OTAN ; Partenariat oriental ; Initiative des trois mers.